

Nantes (Ville et Communauté Urbaine)

Types : Ville et Communauté urbaine

Caractéristiques :

Gestion du service d'eau potable : Délégation (3 opérateurs : Régie communautaire, VEOLIA, SAUR)

Gestion du service d'assainissement : Régie et contrats de DSP

Principaux éléments chiffrés

Potentiel loi Oudin : 600 000€

Dispositifs d'intervention et montants alloués :

	2007	2008	2009
Coopération décentralisée de la Ville de Nantes dans le domaine de l'eau (Dschang)	0	0	24 500 €
Appui aux associations de solidarité internationale (ville de Nantes)	7 400 €	0	0
Coopération décentralisée de Nantes Métropole dans le domaine de l'eau (Kindia)	94 000 €	196 000 €	7 000 €
Le 1% eau (soutien aux coopérations décentralisées eau des communes membres)	142 505 €	50 000 €	182 000 €
Suivi des dispositifs de coopération E&A ¹	30 000 €	30 000 €	30 000 €

Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009) : 265 000 € (dont 200 k€ Oudin, soit 0,33%)

Orientations générales

- Délibération définissant la politique d'intervention de la communauté en matière de solidarité eau et assainissement, et les modalités d'application de la loi Oudin : 0,5%
- Outils de suivi financier
- Réflexion en cours sur la redéfinition du dispositif. Evaluation en cours.

Organisation du service :

Le service coopération décentralisée est commun à Nantes et Nantes Métropole. Il est composé d'une chef de service et d'un chargé de mission à temps plein et de personnels administratifs. De manière ponctuelle, les agents techniques de la direction de l'eau et de l'assainissement peuvent être sollicités pour apporter leur expertise sur un projet.

Modalités d'intervention

La ville de Nantes a plusieurs partenariats de coopération décentralisée, dont certains dans le domaine de l'eau (ex : Dschang au Cameroun).

Elle a également développé un dispositif de soutien aux associations de solidarité internationale implantées sur le territoire nantais. Ce dispositif est actuellement en cours de redéfinition pour mettre l'accent sur la qualité des projets. Le choix des actions soutenues est fortement conditionné

¹ Valorisation de 0,33 Equivalent Temps Plein pour le suivi des fonds de soutien et de 0,17 ETP pour le suivi des projets de coopération décentralisée

à leur niveau d'impact sur le territoire nantais (sensibilisation de la population, échanges culturels, organisation d'événements, etc.).

La ville privilégie les projets des associations qui interviennent sur ses zones de coopérations. Les subventions peuvent alors se monter à plusieurs dizaines de milliers d'euros. Les projets des associations qui s'engagent hors des zones de la coopération nantaises bénéficient de montants plus modestes (de 500 à quelques milliers d'euros).

Le budget alloué à ce dispositif est variable, selon le nombre de projets retenus et le montant des subventions accordées.

Nantes Métropole poursuit 2 actions de coopération décentralisée, dont une dans le domaine de l'eau, à Kindia en Guinée. La mise en application de la loi Oudin a été votée en 2005, à un taux de 0,5% des recettes, soit 300 000€ par an. Ce budget est destiné à l'aide humanitaire d'urgence ainsi qu'au soutien des actions de coopération décentralisée eau et assainissement des communes membres de l'intercommunalité (ex : Orvault/So-Ava ; Nantes/Dschang ; Rezé/Villa El Salvador).

Type d'intervention : type 2d > Pilotage et suivi des actions de coopération menés en partenariat avec une association, ne mobilisant pas l'expertise de la collectivité ou du territoire

Une direction des relations internationales, désormais commune à la ville de Nantes et à Nantes Métropole, assure l'animation de la coopération décentralisée nantaise (fonds de soutien et actions de coopération décentralisée). Le pilotage des actions de coopération décentralisée est mené en partenariat avec des associations nantaises : Guinée 44 sur Kindia, et l'Association Pays de Loire Cameroun (APLC) sur Dschang.

Détail des actions de coopération comprenant un volet eau et assainissement

En euros	2007	2008	2009
Cochabamba (Bolivie) / Nantes	20 168 €		27 000 €
Arenkadan(Mali) / Saint-Jean-de-Boiseau	14 337 €		
Villa el Salvador (Pérou) / Rezé	50 000 €		50 000 €
Dschang (Cameroun) / Nantes			75 000 €
Kher (Sénégal) / Rezé		20 000 €	
So-Ava (Bénin) / Orvault	33 000 €	30 000 €	30 000 €
Boscig (Roumanie) / le Pellerin	25 000 €		
Kindia (Guinée) / Nantes Métropole	94 000 €	196 000 €	7 000 €

Zoom sur Ville de Nantes/Commune de Dschang, Cameroun

Le partenariat entre la ville de Nantes et la commune de Dschang est en cours depuis la fin des années 1990. Le milieu d'intervention est mixte, avec une zone urbaine et une zone rurale.

Action :

Un volet eau et assainissement et un volet culturel et touristique. Le volet eau et assainissement s'inscrit dans un programme de développement urbain qui intègre le renforcement des services techniques, la mise en place d'un plan de développement urbain, l'aménagement des abords du lac, des activités d'assainissement, et l'aménagement de Borne-fontaine.

Montant du projet eau : 327 000 €

Contribution :

. Ville de Nantes sur l'eau et l'assainissement : 24 500 € (10 000 € sur l'assainissement et 14 500 sur l'eau)

. Nantes métropole sur l'eau : 75 000 € (subvention du fonds 1% eau)

Cofinancements :

Commune de Dschang : 37 500 (11%)

AIMF 100 000€ (30%)

Agence de l'eau Loire Bretagne : 100 000€ (32,7%)

Les cofinancements ont été mobilisés par la ville de Nantes et l'APLC.

Partenaires :

- . Convention tripartite avec l'Association Pays de Loire Cameroun : chargée de la gestion financière et de la rédaction des documents de suivi. Deux volontaires sur place en charge du projet.
- . AUREA : Opérateur privé mandaté par la ville de Dschang pour être maître d'œuvre.

Suivi du projet : un chargé de projet à la ville de Nantes consacre environ 15% de son temps au projet. Le portage du projet se fait au niveau de l'APLC qui a plusieurs chargés de missions. Utilisation d'outils de suivi financier mais pas d'autres types d'outils de suivi. Tous les 6 mois, l'APLC rend un rapport aux bailleurs et à Nantes sur l'état d'avancement du projet.

Rôle de la mairie de Dschang :

La Mairie a une part de décision : ils ont placé l'eau et l'assainissement comme priorité, ont choisi les lieux des points d'eau, ont un rôle d'acteur dans la réorganisation de leur propre service, n'ont pas un rôle de maîtrise d'œuvre mais sont les maîtres d'ouvrage du projet. Ils ont aussi un rôle de gestionnaire (demanderont à la préfecture les taxes perçues pour le service de l'eau et gèreront la maintenance du service)

Perspectives d'évolution

L'eau et l'assainissement font partie des priorités de la solidarité internationale, mais sont souvent fondus dans des projets plus vastes, avec appui institutionnel et renforcement des services techniques et de la maîtrise d'ouvrage

Il y a actuellement au sein de Nantes métropole des réflexions en cours pour redéfinir la politique de solidarité internationale :

- Nantes métropole veut promouvoir une culture commune de solidarité internationale avec les communes membres et les encourager à s'engager, en offrant aux communes, qui n'ont plus la compétence eau, l'expertise et les services techniques eau et assainissement de l'intercommunalité.
- Elle veut accompagner plus de communes, et ce, pas seulement en termes financiers, mais aussi en termes technique et méthodologique.

Prévisionnel 2011 : pas d'augmentation de budget prévue. L'objectif est avant tout d'utiliser la totalité du budget eau de 300 000 € sur des projets de qualité.

A retenir

L'application de la loi Oudin à 0,5% pour le soutien aux actions Eau et Assainissement de la métropole ou des communes membres.